

Rubrique réalisée par Michèle Boin avec le soutien de l'Afrika Studiecentrum de Leiden

*Journal of Contemporary African Studies*  
(Grahamstown)

« Special issue: Livelihood,  
linkages and policy paradoxes »

Vol. 19, n° 1, janvier 2001.

Pour les rédacteurs de ce numéro spécial, Deborah Fahy Bryceson et Leslie Bank, le tournant du nouveau siècle s'est accompagné d'un glissement dans le discours sur les politiques à mettre en œuvre en Afrique. Le discours néolibéral, avec sa foi inébranlable dans les bienfaits des marchés, a obliqué vers ce que l'on peut appeler un « libéralisme postmoderne » (insistant sur la reconnaissance de la diversité et l'impossibilité de la comparaison), qui développe des programmes d'assistance visant à une diminution de la pauvreté et qui a revu ses prévisions à propos de la place de l'Afrique sur les marchés mondiaux. Le concept de développement tel qu'il était préconisé par la Banque mondiale a été soumis à un discours « révisionniste » éclectique, qui n'échappe pas à l'ambiguïté et comporte des objectifs contradictoires. Le ton néolibéral mis en sourdine, les concepts de « subsistance » et de « liens » (et la dichotomie rural/urbain) sont devenus des concepts clés dans le discours des bailleurs.

Issus des contributions à un colloque qui s'est tenu à l'Institut de recherche en sciences sociales et économiques de l'université de Rhodes à East London (Afrique du Sud) en juin 1999, les articles sont fondés sur des études de cas concernant des régions urbaines et rurales de l'Afrique anglophone, et explorent les dérapages entre les intentions premières d'une certaine politique et ses résultats. Bryceson et Bank voient dans le déplacement de la main-d'œuvre et la diversification des moyens de subsistance deux aspects du même processus économique, activé principalement par la confrontation avec les forces en compétition sur les marchés internationaux. Le déplacement de la main-d'œuvre a pris des formes différentes selon les modalités préexistantes

des moyens de subsistance. De manière générale, au sud du Sahara, la « désagrarianisation » a été le phénomène le plus courant, la dé-industrialisation et, dans une moindre mesure, la « ré-agrarianisation » caractérisant surtout la restructuration économique actuelle de l'Afrique du Sud. Les essais centrés sur ce pays soulignent la manière dont s'est réalisé ce processus de recomposition et comment les espaces construits de l'urbain et du rural, ainsi que l'identité des citoyens, se sont brouillés sous l'effet d'importants bouleversements sociaux et économiques. Ils montrent également comment, en réaction à ces changements, les habitants ont progressivement dû faire appel à des répertoires multiples de reconversion qui traversent les frontières géographiques et sectorielles.

Pour sa part, la Banque mondiale, dans un discours libéral postmoderne qui inverse l'interprétation des années 1970 et 1980 sur l'exploitation des populations rurales par les urbains, considère désormais les villes comme un catalyseur du développement rural capable de stimuler les marchés par la demande alimentaire et de relier les exploitations agricoles aux marchés internationaux. Mais l'accent mis sur la gouvernance locale masque la difficulté à définir clairement une politique à l'échelle nationale. Les instruments de mesure économique et les indicateurs sociaux, déficients en Afrique subsaharienne, ne permettent pas de créer une base statistique pour la planification spatiale ni de mesurer la coupure rural/urbain. Les rédacteurs de ce numéro ne croient pas que le développement soit possible dans ces conditions. Tôt ou tard, conclut l'article de Vali Jamal sur l'insaisissable fracture rural/urbain en Tanzanie, il faudra se poser des questions sur ce modèle de croissance et sur l'équilibre fondamental de l'économie. Car, pour la plupart des habitants ayant une résidence rurale, la vie au village ne représente qu'un aspect d'un monde plus vaste dans lequel le rural et l'urbain s'interpénètrent et sont interdépendants.

*Autrepart*

(Bondy)

« Afrique noire et monde arabe :  
continuités et ruptures »

N° 16, 2000.

Ces études sur les relations entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire ne se limitent pas au seul Maghreb et incluent dans le champ d'analyse l'ensemble du monde arabe, notamment les pays du golfe Persique.

En effet, ces derniers entretiennent des liens de plus en plus étroits avec l'Afrique de l'Ouest, comme le soulignent les articles de Karine Bennafla, « Tchad : "l'appel des sirènes arabo-islamiques" » sur le regain d'influence arabe dans divers secteurs dans ce pays, et d'Emmanuel Grégoire, « Les chasses du prince », qui décrit comment les ressources financières d'un prince saoudien permettent de se soustraire à la loi au Niger, pays charnière avec le Maghreb mais aussi avec la péninsule arabique grâce au pèlerinage à La Mecque.

Quant aux pays de la Corne de l'Afrique comme la Somalie, ils ont depuis longtemps déjà tissé de multiples liens (notamment commerciaux) avec les pays de la mer Rouge : Marc-Antoine Pérouse de Montclos fait référence à ces flux démographiques et financiers dans sa contribution : « Réseaux financiers, diaspora et *hawilad* : le rôle clé de la péninsule arabique entre l'Occident et la Somalie ». La diaspora somalienne fait transiter des fonds importants par Dubaï ou Djeddah. L'importance de la péninsule arabique pour l'économie somalienne se manifeste particulièrement dans le commerce du bétail, comme au Yémen.

Historiquement, le Sahara, grâce au négoce caravanier, a toujours joué un rôle intermédiaire entre l'Afrique du Nord et l'Afrique noire. Le texte de Pierre Bonte, « Faire fortune au Sahara (Mauritanie) : permanences et ruptures », relate comment des réseaux de contrebande se sont mis en place et comment, dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, dans un contexte de crise, des investisseurs locaux,

contournant le monopole colonial, ont conquis une place déterminante sur le marché. André Bourgeot, dans son article « Sahara : espace géostratégique et enjeux politiques (Niger) », fait apparaître les enjeux stratégiques des projets d'organisation de cet espace complexe tels que le « plan d'organisation du Sahara », élaboré en 1912 par le père Charles de Foucauld, et l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS).

L'expansion de l'islam en Afrique au sud du Sahara est passée notamment par la diffusion des confréries soufies (*tariqa*). Jean Schmitz (« L'islam en Afrique de l'Ouest : les méridiens et les parallèles ») montre qu'au sein de l'espace saharien, la pénétration de l'islam s'est faite selon les axes commerciaux dans le sens des méridiens empruntés par les tribus maraboutiques commerçantes combinant alliances militaires et réseaux d'échange, mais aussi suivant les axes des parallèles et du pèlerinage, avec la Tijaniyya. Les pèlerins ont pu revenir de la péninsule arabique avec des idées « réformistes ». Par ailleurs, il note que les mouvements réformistes récents, proches de l'islamisme, bénéficient de l'aide directe et des pétrodollars de l'Arabie saoudite, de l'Iran et de la Libye.

Enfin, l'article de Marie Miran, « Vers un nouveau prosélytisme islamique en Côte d'Ivoire : une révolution discrète », s'interroge sur le processus par lequel la *da'wa* (l'appel à l'islam), notion coranique classique récemment redynamisée par la théologie dominante du monde arabo-islamique, a été réappropriée et transformée par les musulmans ivoiriens. L'accent est mis sur l'action sociale, la rationalisation et la professionnalisation du prosélytisme. Cette synthèse culturelle et religieuse originale atteste la participation des musulmans ivoiriens au phénomène de mondialisation du fait islamique contemporain, sans pour autant que celle-ci se traduise par un mouvement d'uniformisation.



*The South African Journal of Economics*

(Pretoria)

« Economics of HIV/AIDS »

Vol. 68, n° 5, décembre 2000.

Les articles publiés dans ce numéro spécial forment une sélection à partir de vingt-cinq contributions présentées au cours d'un symposium organisé par l'International AIDS Economic Network à Durban, à la veille du XIII<sup>e</sup> Congrès international sur le sida en juillet 2000.

Parmi les huit contributions qui ont été retenues ici et qui sont toutes fondées sur des modèles d'analyse quantitative, quatre examinent l'impact du sida et du VIH au niveau macroéconomique. La première le fait dans une perspective générale (R. Bonnel), tandis que les trois suivantes évaluent cet impact en Afrique du Sud (C. Arndt et J. D. Lewis), au Botswana (R. Greener, K. Jefferis et H. Sphambe), et dans les Caraïbes. Puis une étude (C. N. Morris, D. R. Burdge, E. J. Cheevers) souligne les effets négatifs du sida sur la productivité de la main-d'œuvre agricole masculine, ainsi que les coûts économiques de la maladie dans l'industrie sucrière de la province du KwaZulu Natal en Afrique du Sud.

Une autre (M. Lundberg, M. Over, P. Mujinja) recherche quels sont les moyens financiers (de source privée ou de source publique) qui permettent aux foyers touchés par un décès de résister au choc de la perte d'un adulte dans la région rurale de Kangera, dans le nord-ouest de la Tanzanie.

L'article suivant (E. Stillwaggon) fait une comparaison entre la transmission du sida en Amérique latine et en Afrique ; il s'interroge sur les facteurs de transmission et sur les politiques suivies dans ces deux zones. La dernière contribution considère l'effet des coûts de l'augmentation des activités de prévention et de traitement du sida en Afrique subsaharienne (L. Kumaranayake et C. Watts).

*Review of African Political Economy*  
(Sheffield)

Numéro spécial sur le sida

N° 86, vol. 27, décembre 2000.

La ROAPE consacre également un numéro spécial au problème du sida. Là aussi, l'hypothèse centrale est que le sida n'est pas seulement un problème de santé, mais doit être analysé dans toutes ses dimensions, en l'occurrence ici celui de l'économie politique. L'épidémie fait ressurgir la question des inégalités (comme l'inégalité entre les sexes, puisqu'il est reconnu que les hommes, par leur comportement, peuvent contribuer à la diffusion du virus, alors que les soins reposent généralement sur les femmes) et celle des droits de l'homme à l'intérieur des pays touchés ; elle révèle également des motifs similaires de déséquilibre de pouvoir, de pauvreté, d'endettement et de dépendance parmi les États connaissant les taux les plus élevés (C. Baylies et J. Bujra). Replacée dans des rapports hiérarchiques de savoir, la remise en cause des concepts de santé publique, considérés comme acquis, est susceptible de créer la confusion parmi les jeunes femmes vulnérabilisées, comme le montre l'article de Gill Seidel sur le changement de discours sur l'allaitement des enfants au KwaZulu-Natal. Parmi les autres thèmes traités, on relève celui de la prise en charge des soins, des conséquences des pertes humaines, de la mise en œuvre des traitements, de la prévention. Si les familles supportent la charge la plus lourde, quel est rôle des États, des ONG et des institutions internationales dans la gestion de la crise ? Gabriel Rugalema souligne que l'impact du sida sur les communautés familiales est cumulatif, que la disparition d'adultes, parfois en série, détruit les foyers et laisse des orphelins sans ressources. L'impact du sida est différent de celui d'un désastre naturel comme la famine ; il change les structures démographiques de la communauté, mais aussi le paysage agro-écologique, avec des implications à long terme, sans retour possible à la situation antérieure. L'article sur la Tanzanie montre que les soins sont de plus en plus administrés à la maison, en général sans



moyens supplémentaires, par les femmes, les familles et les pauvres qui n'ont pas le choix (S. Nnko, B. Chiduo, F. Wilson, W. Msuya, G. Mwaluko). Sur la question de savoir comment gérer la crise du sida et quels sont les acteurs appropriés pour cette tâche urgente, Guy Scott et Fantu Cheru, se référant à la Zambie, considèrent les stratégies gouvernementales qui s'efforcent de mobiliser l'opinion internationale par rapport au problème du sida. Cheru fait état d'une proposition zambienne établissant un lien entre remise de dette et pandémie dans les pays les plus endettés. Pour Scott, en matière de santé publique, les agences étatiques, et non les ONG, sont les institutions les mieux à même de mettre au point des plans d'intervention dans le tiers-monde. Andy Gray et Jenni Smit, devant les conflits d'intérêts qui entravent la réalisation d'une politique de traitements accessibles en Afrique du Sud – dont l'insuffisance des infrastructures et le coût des médicaments –, préconisent une plus large globalisation. (Nous savons désormais que l'industrie pharmaceutique sud-africaine a renoncé, le 18 avril 2001, à intenter une action en justice contre le gouvernement sur la question des brevets des médicaments).

---

#### *Mande Studies*

(Paris/Petersburg)

Section spéciale : « Mobility in the Mande World »

N° 1, 1999.

Il s'agit du premier numéro d'une nouvelle revue qui entend rendre compte des divers processus de transformation qui affectent le monde mandingue d'Afrique de l'Ouest. Allen M. Howard traite d'interaction et d'identité entre Mandingues et Peuls dans la Sierra Leone du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, en insistant sur le *continuum* social et ethnique régional qui a évolué vers une certaine différenciation au cours de la période coloniale. L'article de Dolores Koenig, Tiéman Diarra et Moussa Sow

sur la mobilité et les contacts interethniques dans le sud du Mali montre que les seules politiques étatiques ne sont pas une explication suffisante à l'articulation des identités ethniques, et que l'observation des dynamiques au niveau local est aussi nécessaire. Mirjam de Bruijn et Han van Dijk étudient les migrations récentes des Peuls depuis le Sahel vers le Soudan. Ces migrations particulières, uniques par leur forme et leur organisation, font toutefois partie d'une tradition de mobilité et de migration en territoire mandingue, qui est une caractéristique de la vie des pasteurs peuls depuis des siècles. L'article d'Edda Fields évoque l'interaction complexe entre passé et présent dans les traditions orales chez les communautés de langue *baga*, *nalou* et *landouma* en Guinée.

---

#### *Paideuma. Mitteilungen zur Kulturkunde*

(Francfort)

Section spéciale : « Identity constructions among the Mande »

Vol. 46, n° 7, 2000.

Ce numéro de *Paideuma* est également consacré à la question de l'identité mandingue. L'identité est ici conçue comme un ensemble de marqueurs sociaux que des individus ou des groupes considèrent comme « caractéristiques » d'eux-mêmes ou des autres. Chaque identité est constituée d'attributs et de pratiques socioculturelles que les acteurs combinent de manière sélective. Allen M. Howard traite de la formation de l'identité mandingue en Sierra Leone (1780-1900) ; Alice Bellagama, d'identités politiques et de relations interpersonnelles sur les rives de la Gambie ; Robert Launay et Marie Miran, d'islam et d'ethnicité en Côte d'Ivoire ; Marie Nathalie Le Blanc, de changement social et d'identité parmi les jeunes musulmans à Bouaké (Côte d'Ivoire), et, Dorothea Schulz, des concours de beauté et des controverses sur l'essence de la féminité « malienne ».